

[Texte]

Here we keep going and losing money. When do you think some of these recommendations will come into force so we can save the taxpayers of Canada money? Is it happening?

Mr. Shelton: Mr. Holtmann, I am afraid I cannot comment as to whether it is happening. I confess since I left the study a year ago I have not been particularly monitoring the progress of some of the specific recommendations and where they might be. I guess I would assume it was one of the things this committee might be pursuing over the next while with some of the departments involved and to get their responses and views on some of the things we have put forward.

In terms of your comments regarding what might be classically termed "project management", in the case of museums, for example, it is not something we specifically looked at. In a parallel sense, major procurements such as frigate programs require a strong project management approach to make sure those unexpected big holes do not arise.

The question of accountability is always a problem, and one we certainly had some difficulty dealing with. We tried to point to some ways. By consolidating some of the activities related to major Crown project management as well as longer-range capital acquisition planning in those areas, there could be a better identification of ways of preventing significant cost overruns, for example.

The Chairman: You have a good start, Mr. Holtmann. I will let you go on for five minutes. We will come back to Mr. Hovdebo immediately after.

Mr. Holtmann: Mr. Chairman, I would like a little clarification. Am I not entitled to 10 minutes?

The Chairman: No, sir. The first round is ten minutes per party and all additional rounds are five minutes per member. Since Mr. Scott used eight minutes for the PC Party, you have the remaining two.

Mr. Holtmann: Okay, Mr. Chairman. I have one more question I would like to share before we waste the two minutes talking back and forth. I have in front of me a special investigation of the Department of Indian Affairs and Northern Development that was released yesterday by the Minister of Indian Affairs and Northern Development of Manitoba, the regional office in Manitoba. I want to share something with you. It says:

• 1205

In January 1984 the regional office received written permission from the Assistant Deputy Minister, Finance and Professional Services, for the purchase of up to three microcomputers.

This is an internal thing. The argument with me is not whether they needed them or not. We will assume they needed them.

[Traduction]

confiés, vous, les représentants du secteur privé, savez fort bien qu'il serait renvoyé sur-le-champ. Ici, au contraire, les projets se poursuivent, et l'on continue de perdre de l'argent. Quand croyez-vous que certaines de ces recommandations entreraient en vigueur afin que nous puissions épargner un peu d'argent aux contribuables canadiens? Est-ce que cela risque de se produire?

M. Shelton: Monsieur Holtmann, malheureusement, je ne saurais vous répondre. Je dois vous avouer que depuis que j'ai cessé de participer à l'étude, il y a un an, je ne me suis pas particulièrement intéressé à savoir si l'on avait donné suite à certaines de nos recommandations. Je suppose que cela relève du mandat de votre Comité et que vous pourriez vous informer auprès des ministères concernés pour obtenir leurs idées et leurs réactions quant à certaines de nos recommandations.

Quant à vos remarques sur ce qu'on pourrait appeler la «gestion de projets», par exemple dans le cas des musées, ce n'est pas une question que nous avons étudiée de près. Mais dans le même ordre d'idées, des acquisitions d'envergure comme les programmes de frégates nécessitent une solide gestion de projets afin d'éviter ce genre de grosses dépenses imprévues.

L'obligation de rendre compte n'est jamais une question facile, et nous avons effectivement eu de la difficulté à en parler. Mais nous avons essayé de trouver certaines solutions. Par exemple, nous avons recommandé la consolidation de certaines activités liées à la gestion d'importants projets de la Couronne, ainsi qu'une planification à plus long terme de l'acquisition de capitaux dans ces domaines, afin de trouver de meilleures façons d'éviter de défoncer les budgets.

Le président: Comme vous êtes bien parti, monsieur Holtmann, je vais vous accorder cinq minutes de plus. Ensuite, nous reviendrons à M. Hovdebo.

M. Holtmann: Monsieur le président, une petite précision. N'avais-je pas droit à 10 minutes?

Le président: Non. Le premier tour est de 10 minutes par parti, et tous les tours subséquents sont de cinq minutes par personne. Comme M. Scott a pris huit minutes pour les conservateurs, vous aviez droit à deux minutes de plus.

M. Holtmann: Très bien, monsieur le président. J'aimerais poser une dernière question au lieu de gaspiller les deux minutes qu'il me reste à bavarder. J'ai sous les yeux les résultats d'une enquête spéciale menée par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien publiés hier par le bureau régional du Manitoba. J'aimerais vous en lire un extrait.

En janvier 1984, le bureau régional recevait l'autorisation écrite du sous-ministre adjoint des Finances et des Services professionnels pour l'acquisition d'un maximum de trois micro-ordinateurs.

Il s'agissait d'une affaire interne. La question n'est pas de savoir s'ils avaient besoin de ces micro-ordinateurs ou non. Tenons pour acquis qu'ils en avaient besoin.